



**TERME DE RÉFÉRENCE DE RECRUTEMENT INSTITUTION FINANCIÈRE
TRANSFERT MONÉTAIRE (CASH EN ENVELOPPE)
“HAÏTI EMERGENCY FOOD SECURITY RESPONSE PROGRAM”
(HAUT PLATEAU ET NORD-EST)**

1. Contexte

1.1. Niveau national

L'insécurité alimentaire est estimée à environ 50% en Haïti, un des niveaux les plus élevés dans le monde (PAM, 2022).¹ Selon cette source, la malnutrition infantile chronique est d'environ 22%. Bien qu'une faible amélioration d'un point de pourcentage ait été observée dans la proportion de la population haïtienne qui vit dans l'insécurité alimentaire, à cause de la réponse d'urgence du tremblement de terre mortel du 14 août 2021 qui a frappé la côte sud du pays, la Coordination nationale de la Sécurité alimentaire (CNSA) a estimé à 45% ceux qui avaient besoin d'une assistance alimentaire d'urgence sur la période mai-juin 2022².

1.2. Niveau régionale

Les résultats d'une enquête nationale conduite par la CNSA à la suite du tremblement de terre ont révélé qu'un pourcentage élevé des ménages des départements du Centre et du Nord-Est vivaient dans l'insécurité alimentaire, sur la base du score de consommation alimentaire développé par le Programme alimentaire mondial (PAM). En effet, la CNSA a estimé que 19,4% des ménages du Bas Plateau et 36,7% de ceux du Haut Plateau avaient une consommation alimentaire limite, et respectivement 19,4% et 23,4% des ménages avaient une consommation alimentaire pauvre. Dans le département du Nord-Est, la CNSA a estimé que 32,2% et 22% des ménages du Nord-Est avaient une consommation alimentaire limite et pauvre, respectivement³.

Les résultats de l'enquête ont révélé que 24,5% des ménages du Bas Plateau avaient fait l'expérience de la faim contre 53,7% de ceux du Haut Plateau. Dans le Haut Plateau, environ 19% des ménages souffraient de la faim sévère. Dans le département du Nord-Est, 42,2% des ménages souffraient d'une certaine forme de faim, avec 8,2% ayant souffert de la faim sévère. De plus, environ respectivement 16% et 7% des enfants du Bas Plateau et du Haut Plateau est à risque de malnutrition au moment de l'enquête, contre respectivement 5% dans le département du Nord-Est.

1.3. Description du projet

CARE est une organisation humanitaire non gouvernementale dont la mission est de sauver des vies, vaincre la pauvreté et parvenir à la justice sociale. Ainsi, CARE s'engage auprès des personnes en situation de pauvreté et d'injustice sociale, surtout les femmes, et les filles pour contribuer à la recherche et mise en œuvre des solutions visant à créer un monde d'espoir,

¹ https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000137902/download/?_ga=2.242317378.1979455077.1650468307-1803475817.1650468307

² <https://www.cnsahaiti.org/alerte-sur-la-situation-de-la-securite-alimentaire-proposition-de-points-daction-mars-juin-2022/>

³ <https://www.cnsahaiti.org/Web/Etudes/2022/Rapport%20final%20ENSSAN-EFSA%202021-Version%20edit%C3%A9%20311221.pdf>



d'inclusion et de justice sociale où la pauvreté a été vaincue et tout le monde vit en dignité et sécurité.

CARE Haïti compte mettre en œuvre le projet “Haiti Emergency Food Security Response Program, HEFSP” pour améliorer les conditions de sécurité alimentaire et nutritionnelle et contribuer à la restauration rapide des ressources collectives essentielles pour une reprise rapide de la production alimentaire des personnes (femmes, hommes, et jeunes) affectées et/ou vulnérables à l'insécurité alimentaire aigues dans les communes de Fort-Liberté, Ouanaminthe, Sainte Suzanne, Terrier-Rouge, Mont-Organisé, Mombin-Crochu et Vallières du département du Nord-Est et de Cerca La Source et Thomassique du département du Centre. Le projet est financé par le Bureau des Affaires Humanitaires (BHA) de l'USAID et sera exécuté sur une période de 18 mois.

Le projet HEFSP va cibler 21,330 personnes en situation d'insécurité alimentaire dans les neuf communes mentionnées plus haut. Les secteurs d'intervention du projet sont : (1) Assistance alimentaire d'urgence a 14,931 femmes et 6,399 hommes à travers la modalité de transfert monétaire inconditionnel ; (2) assistance à la relance de l'agriculture a 2,209 femmes et 401 hommes parmi les personnes affectées et ou vulnérables à l'insécurité alimentaire aiguë ; et (3) la Nutrition, avec comme cible 14,931 femmes et 6,399 hommes, dont 3,600 femmes enceintes et allaitantes et/ou personnes vivant avec le VIH et 1 495 enfants de moins de cinq ans seront visés pour des activités de nutrition spécifiques.

2. Objectif de l'activité

L'objectif de l'appel d'offre est de recruter des prestataires des services mobile de paiement a mesure d'assurer les paiements groupes dans des séances foraines aux bénéficiaires cibles du projet “Haiti Emergency Food Security Response Program, HEFSP”. Les paiements sont destinés à améliorer les conditions de sécurité alimentaire et nutritionnelle des récipiendaires.

En effet, pour faciliter la distribution de cash direct aux bénéficiaires du projet HEFSP, CARE cherche à recruter un partenaire financier pour réaliser environ 27,970 transferts repartis comme dans le tableau qui suit :

Détail du nombre de transferts prévus					
Catégorie de transferts	Nombre de transfert	Valeur d'un Transfert en \$	Valeur d'un Transfert en HTG	Fréquences	Valeur Total des transferts en HTG
Distribution Cash inconditionnel et sans restriction	3,440	\$ 95	14,250	6	294,120,000
Soutien Financier pour l'achat des outils et intrants agricole	250	\$ 160	24,000	1	6,000,000
Païement des ouvriers HIMO	2,360	\$ 117	17,500	3	123,900,000
Total Transferts prévus	6,050				424,020,000



Tx : 150 gourdes pour un dollar

Ce taux est sujet de modification de la moyenne du taux de change fixé par la BRH.

3. Zones d'intervention

Les activités du projet sont implémentées et exécutées dans les communes de Fort-Liberté, Ouanaminthe, Sainte Suzanne, Terrier-Rouge, Mont-Organisé, Mombin-Crochu et Vallières du département du Nord-Est et de Cerca La Source et Thomassique du département du Centre et le prestataire aura réalisé les paiements dans toutes les zones d'intervention du projet.

4. Responsabilités de l'institution financière

L'institution financière sera responsable des actions suivantes :

- Assurer la promptitude dans la communication avec l'équipe de CARE au tour de l'exécution des paiements mobiles ;
- Faciliter la complétion des KYC pour soutenir la création des portefeuilles électronique élargie ;
- Travailler avec l'équipe de CARE Haïti pour définir et valider la modalité de paiement des bénéficiaires cibles du projet ;
- De concert avec l'équipe de CARE Haïti, établir et valider un calendrier de décaissement de cash en fonction des zones d'intervention ;
- Exécuter le calendrier global des paiements selon des directives de l'équipe de CARE Haïti ;
- Effectuer le décaissement de cash aux bénéficiaires selon les modalités préétablies sous l'œil vigilant d'un représentant de CARE Haïti ;
- Mettre en place un système de documentation adéquate de tous les fonds décaissés ci-inclus un journal de décaissement de fonds ;
- Faire un rapport détaillé à CARE Haïti après chaque séance de distribution et rapporter toutes activités suspectes aux responsables de CARE Haïti ;

5. Qualifications de l'institution financière

- ✓ Justification à produire pour attester l'expérience et capacité de la firme. Les références professionnelles à produire sont :
 - L'adresse légale de la société ou de l'entreprise ;
 - Le domaine de spécialisation de la société ;
 - La liste et les adresses des « clients, entreprises » ayant déjà passé commande le même type de service sollicitée ;
 - Les preuves de capacités financières d'exécution des commandes avant paiement.
- ✓ Fournir :
 - Un narratif décrivant la méthodologie à mettre en place pour réaliser l'activité et son expérience dans le domaine des transferts monétaires sous forme de cash et la capacité logistique et financière à mener à bien les exigences du programme ;
 - Avoir son siège ou un réseau des agents de paiement en Haïti ;
 - Avoir une très bonne couverture de réseaux des agents accrédités/autorisés dans les communes cibles pour le service ;



- Avoir réalisé un mandat similaire au cours des trois (3) dernières années, particulièrement avec ONG dans les départements visés – Nord Est et Centre (haut plateau) ;
- Les références de clients ONG ayant reçu de services similaires de l’institution durant les 12 derniers mois dans les départements visés – Nord Est et Centre (haut plateau) ;
- Une proposition financière détaillant les différents couts associés totalisant les frais de services ;
- Des copies de la Patente et du Quitus à jour ;
- Une pièce d’identité fiscale de l’institution en question ;
- Une copie de la déclaration définitive d’impôts.

6. Délai de soumission des offres

8 Mars 2023.

7. Personnes de Contact :

Ornica Daudier, responsable des services achats, administration et logistiques.